

BRÈVES NUMÉRIQUES

Royaume-Uni



Une publication du SER de Londres
Du 1er au 30 septembre 2026

Sommaire

Fait marquant

- Le Roi Charles III réunit à Dumfries House des dirigeants du secteur de l'IA

Economie numérique et régulation

- Le Parlement britannique s'empare de l'encadrement de l'IA
- Devant l'Assemblée générale des Nations Unies, Andy Burnham annonce un partenariat de défense en matière d'IA avec les États-Unis et fait de la gouvernance mondiale de l'IA une priorité de la présidence britannique du G20

Télécommunications et réseaux

- Le métro de Londres se rapproche d'une couverture mobile complète

Données et intelligence artificielle

- Anthropic n'a pas donné à l'*AI Security Institute* britannique d'accès préalable à son dernier modèle, dans un contexte de contrôle américain accru
- Le gouvernement lance un dispositif de 100 M£ pour confier des projets de services publics à des start-up britanniques de l'IA
- Matt Clifford quitte la présidence de l'ARIA après avoir rejoint Anthropic

Spatial

- Le Royaume-Uni publie une stratégie spatiale dotée de 7,8 Md£ jusqu'en 2030, centrée sur la défense et la souveraineté
- L'entreprise britannique Open Cosmos est retenue comme fournisseur agréé du cadre TacSys du ministère de la Défense, d'une valeur pouvant atteindre 8 Md£

Ecosystème tech

- Nscale dépose un dossier d'introduction en bourse à New York, avec une valorisation pouvant atteindre 35 Md\$
- Le ministre de la Science, de l'Innovation et de l'Investissement Chris McDonald estime que le Royaume-Uni « étouffe » faute de parvenir à commercialiser sa recherche

Fait marquant : Le Roi Charles III réunit à Dumfries House des dirigeants du secteur de l'IA

Le 17 septembre 2026, le Roi Charles III [a réuni à huis clos](#), à Dumfries House (Ayrshire, Écosse), siège de sa fondation caritative *The King's Foundation*, une trentaine de personnalités de l'écosystème de l'IA : dirigeants de l'industrie, responsables publics et chercheurs en éthique. Parmi les participants figuraient Jensen Huang, fondateur et directeur général de Nvidia, Demis Hassabis, président de Google DeepMind, Sarah Friar, directrice financière d'OpenAI, Paolo Benanti, conseiller du Vatican sur l'IA, et Kanishka Narayan, ministre britannique de l'IA. Un représentant d'Anthropic était également invité, selon le communiqué du Palais.

Dans son allocution d'ouverture, le Roi a qualifié le rythme et la substance des développements de l'IA d'« intrigants » et de « profondément préoccupants », évoquant des [« dangers existentiels »](#). Il a invité les participants à réfléchir aux principes fondamentaux qui devraient guider cette technologie, à la manière de mettre la sécurité au cœur de ses bénéfices et aux moyens de construire une coopération et un consensus internationaux.

Cette initiative s'inscrit dans le prolongement de son message au sommet sur la sécurité de l'IA de Bletchley Park en 2023. La réunion, organisée à titre privé et sans négociation prévue, n'a débouché sur aucun accord ni texte contraignant. Elle est intervenue quelques jours après la publication d'un essai du directeur général d'Anthropic, Dario Amodei, plaidant pour un ralentissement de la course aux capacités, position que Sam Altman (OpenAI) et Elon Musk ont ensuite publiquement soutenue.

Le Premier ministre Andy Burnham l'a citée cinq jours plus tard, à l'ONU, comme point d'appui de sa décision de placer l'IA au cœur de la présidence britannique du G20.

Economie numérique et régulation

Le Parlement britannique s'empare de l'encadrement de l'IA

Dans la première quinzaine du mois de septembre, plusieurs initiatives parlementaires ont placé l'encadrement de l'IA au centre du débat politique britannique. Elles font suite aux alertes de chercheurs d'Anthropic, dont Jacob Coxon, qui a démissionné en avertissant des risques d'une course à la superintelligence, et à l'information initialement partagée par le Financial Times (FT) selon laquelle l'AI Security Institute n'avait pas eu accès à Claude Mythos 5.1 avant sa sortie (voir infra).

Le 8 septembre, le député travailliste Alex Sobel a présenté aux Communes, selon la procédure du Ten Minute Rule (qui permet à un député non membre du gouvernement d'exposer brièvement une proposition de loi), *l'Artificial Superintelligence (Security) Bill*,

rédigée avec l'ONG ControlAI. Le texte prévoit d'interdire le développement, le déploiement et l'exploitation de systèmes de superintelligence artificielle, d'instaurer des pouvoirs de surveillance sur leurs « précurseurs » et d'obliger le gouvernement à rechercher un accord international. Ces propositions aboutissent rarement sans soutien de l'exécutif : le gouvernement a indiqué ne pas juger cette approche adaptée, sans exclure des mesures ciblées sur les risques les plus graves pour la sécurité nationale. La deuxième lecture est provisoirement fixée au 13 novembre.

Le 9 septembre, l'ancien *Chief Secretary to the Prime Minister* Darren Jones (Labour) a écrit au Premier ministre ainsi qu'aux dirigeants de l'ONU et de l'OCDE pour appeler à un traité international encadrant un développement sûr de la superintelligence, qu'il présente non comme une interdiction de l'innovation mais comme une approche fondée sur la sécurité. Interrogé aux questions au Premier ministre (PMQs) par le chef des Libéraux-Démocrates Sir Ed Davey sur les révélations du FT et les déclarations de M. Coxon, Andy Burnham a reconnu que l'IA « pose des risques pour notre sécurité nationale », tout en soulignant qu'elle pouvait aussi être « source de solutions ».

Le 11 septembre, plus de 70 députés et pairs, dont 15 anciens ministres et l'ancien Cabinet Secretary Lord Robin Butler, ont écrit à Downing Street pour demander au Premier ministre de soutenir le texte de M. Sobel et d'utiliser la présidence britannique du G20 en 2027 pour bâtir une coalition internationale. Les signataires, transpartisans (Labour, Conservateurs, Libéraux-Démocrates, SNP), incluent notamment Ben Lake, membre de l'APPG France.

Le 14 septembre, la commission mixte des droits de l'homme (JCHR), que préside M. Sobel, a publié un rapport de cent pages qui réclame une loi dédiée à l'IA. Elle juge le cadre actuel fragmenté et relève que la coopération des développeurs avec l'ISI, qui ne dispose d'aucun pouvoir statutaire, reste volontaire. Elle recommande un organe de supervision unique et indépendant, créé par la loi, un régime gradué selon le niveau de risque, des obligations sur l'ensemble de la chaîne de développement et l'interdiction de certains usages. Elle cite notamment la création d'images sexualisées non consenties et la reconnaissance faciale sans consentement.

Devant l'Assemblée générale des Nations Unies, Andy Burnham annonce un partenariat de défense en matière d'IA avec les États-Unis et fait de la gouvernance mondiale de l'IA une priorité de la présidence britannique du G20

Le 22 septembre, à New York, Andy Burnham a prononcé son premier discours devant l'Assemblée générale des Nations unies en tant que Premier ministre, huit semaines après sa prise de fonctions.

Le Premier ministre britannique s'est exprimé pour la première fois sur le positionnement du Royaume-Uni dans le débat actuel sur l'encadrement de l'IA. Andy Burnham a affirmé que les décisions fondamentales sur cette technologie ne pouvaient être laissées au hasard et devaient être prises par des gouvernements élus. Il s'est engagé à **placer l'IA au cœur de la présidence britannique du G20 en 2027**, avec l'objectif de parvenir à un ensemble unique de principes et de normes mondiaux pour les systèmes d'IA de frontière, en s'appuyant sur l'*AI Security Institute* et sur la réunion convoquée par le Roi la semaine précédente. Cette ligne, qui privilégie la coordination internationale à une législation nationale, contraste avec la position exprimée quelques heures plus tôt par le président Trump, qui a rejeté devant la même assemblée toute tentative de construire un dispositif mondial de contrôle de l'IA. Les deux dirigeants ont échangé

en marge de l'Assemblée, pour leur première rencontre en face à face. Malgré les divergences, le Premier ministre britannique a annoncé **le développement d'un partenariat de défense en matière d'IA avec les États-Unis**, destiné à protéger les infrastructures nationales critiques, sans en préciser les contours.

Il a également évoqué le lancement de travaux, confiés aux responsables de la sécurité nationale, sur un [National Centre for Information Defence](#). Cet organisme aura pour mission de détecter, d'attribuer et de perturber les attaques informationnelles d'États hostiles, en réponse à ce qu'il a décrit comme une offensive « à l'échelle industrielle » contre l'environnement informationnel britannique et celui de ses alliés. Il a chiffré à environ 1,3 Md£ par an les moyens que le Kremlin consacre à la manipulation de l'information et souligné que ces menaces sont désormais amplifiées par l'IA.

Le Premier ministre a réitéré son engagement à inscrire **les enjeux de sécurité de l'IA au cœur de la Présidence britannique du G20** qui commencera en fin d'année dans son discours de politique générale à l'occasion de la **Conférence du Labour à Liverpool le 29 septembre**.

Télécommunications et réseaux

Le métro de Londres se rapproche d'une couverture mobile complète

La couverture mobile du métro londonien constitue une promesse récurrente des maires de Londres depuis près de vingt ans, plusieurs échéances (2012, 2019, 2024) ayant été manquées. Le chantier est aujourd'hui mené par TfL, l'autorité des transports de la capitale, et par Boldyn Networks, opérateur d'infrastructures neutre titulaire depuis juin 2021 d'une concession de vingt ans. Boldyn finance et déploie le réseau, puis en loue la capacité aux opérateurs mobiles britanniques (EE, Vodafone-Three et Virgin Media O2), sans coût pour TfL.

En août 2026, plus de 60 % des 121 stations souterraines du réseau étaient couvertes en 4G et 5G, en plus de l'intégralité de la ligne Elizabeth, où les tunnels sont couverts depuis fin 2024. Le déploiement se poursuit désormais dans les tunnels des autres lignes, ainsi que sur le DLR et la Windrush line. [TfL et Boldyn maintiennent l'objectif d'une couverture de l'ensemble du réseau d'ici la fin de 2026.](#) Le projet sert aussi à héberger l'*Emergency Services Network*, le futur réseau de communications des services d'urgence.

Données et intelligence artificielle

Anthropic n'a pas donné à l'AI Security Institute britannique d'accès préalable à son dernier modèle, dans un contexte de contrôle américain accru

Anthropic [n'a pas donné à l'AI Security Institute \(AIS\)](#), l'institut public britannique chargé d'évaluer les risques des modèles d'IA de frontière, d'accès avant lancement à Claude Mythos 5.1.

Ce modèle, présenté comme le plus performant de l'entreprise en cybersécurité et en sciences du vivant, a été rendu disponible dans un premier temps à des organisations américaines agréées. **L'AISI, réputé être l'un des principaux évaluateurs mondiaux de modèles de frontière, avait jusqu'ici testé les précédentes versions de la gamme, et ce serait la première fois qu'Anthropic l'écarte.** En revanche, l'institut a évalué GPT-6 Astra d'OpenAI avant sa sortie.

Des responsables gouvernementaux cités [par la presse](#) s'inquiètent des implications pour la sécurité nationale, notamment en matière de cybersécurité. Le *Cabinet Office* affirme pour sa part que l'AIISI continue de collaborer étroitement avec Anthropic et les autres acteurs.

L'épisode s'inscrit dans un contexte de restrictions américaines sur les modèles d'Anthropic depuis juin, après lesquelles l'entreprise avait indiqué se coordonner avec Washington pour élargir l'accès de partenaires nationaux et internationaux.

Fin septembre, [Politico](#) a rapporté que la Maison-Blanche avait demandé à OpenAI et à Anthropic de ne pas partager leurs nouveaux modèles avec l'AIISI avant qu'ils aient été testés par le gouvernement américain, au motif qu'il s'agit d'entreprises américaines. Le directeur de l'AIISI, Henry de Zoete, a reconnu l'absence d'accès à ce modèle dans un courrier à une commission parlementaire, tout en assurant que l'institut conserve un accès préalable à certains des modèles les plus performants.

[Le gouvernement lance un dispositif de 100 M£ pour confier des projets de services publics à des start-up britanniques de l'IA](#)

Le 31 août 2026, le Trésor et le *Cabinet Office* ont annoncé l'ouverture des premiers appels à projets du [Sovereign AI R&D Procurement Scheme, doté de 100 M£.](#)

Le Chancelier John Healey en a fait l'annonce en marge de la réunion des ministres des Finances et gouverneurs de banques centrales du G20 en Caroline du Nord. Le dispositif relève de [Sovereign AI](#), structure que le gouvernement présente comme un fonds de capital-risque adossé à l'État, chargé d'investir directement dans les jeunes pousses britanniques les plus prometteuses. Il vise à lever un obstacle bien identifié : les petites entreprises sont souvent écartées de la commande publique faute de chiffre d'affaires, de trésorerie ou d'historique suffisants. Des paiements initiaux sont donc prévus et les entreprises retenues conservent la propriété intellectuelle de leurs développements.

Quatre projets sont ouverts d'emblée :

- i. la productivité du NHS, en lien avec le ministère de la Santé
- ii. l'efficacité du calcul, pilotée par le ministère des Entreprises, de l'Innovation, des Sciences et du Commerce (BIST) et par le *Scaling Inference Lab* de l'ARIA
- iii. l'intégration de l'IA de frontière dans les systèmes de défense, avec le ministère de la Défense
- iv. la sécurité et la résilience des agents IA, avec le *National Cyber Security Centre*.

Ces appels sont présentés comme un test du modèle avant de futures vagues.

Le Chancelier a par ailleurs annoncé l'ouverture de l'*AI Economics Institute*, institut public créé pour mesurer les effets économiques de l'IA, dans un cadre de partage d'informations et de données probantes.

[Matt Clifford quitte la présidence de l'ARIA après avoir rejoint Anthropic](#)

Matt Clifford, auteur du plan d'action gouvernemental *AI Opportunities Action Plan* et président de l'*Advanced Research and Invention Agency* (ARIA) depuis sa création, a [annoncé le 7 septembre](#) qu'il quittait cette fonction, cinq jours après avoir rejoint Anthropic

comme directeur général chargé des affaires internationales. L'ARIA étant licenciée d'Anthropic, la cohabitation des deux rôles soulevait un conflit d'intérêts, que la présidente de la commission des sciences, de l'innovation et de la technologie des Communes, Chi Onwurah, a demandé à éclaircir en réclamant les évaluations réalisées. Il reste en poste jusqu'au 6 novembre, le temps de désigner son successeur.

Spatial

Le Royaume-Uni publie une stratégie spatiale dotée de 7,8 Md£ jusqu'en 2030, centrée sur la défense et la souveraineté

Le 8 septembre, le gouvernement a publié la nouvelle [UK Space Strategy](#), qui remplace la stratégie nationale de 2021 et rassemble en un seul document l'ensemble des investissements publics dans le spatial, avec un budget record de 7,8 Md£ jusqu'en 2030.

Portée conjointement par le ministère des Entreprises, de l'Innovation, des Sciences et du Commerce (BIST), le ministère de la Défense et la *UK Space Agency*, elle inscrit le spatial dans la stratégie industrielle du gouvernement et le présente comme un domaine de sécurité nationale. Quatre sous-secteurs prioritaires sont retenus : les communications par satellite, les services en orbite (ISAM), la connaissance de la situation spatiale et l'accès autonome à l'espace.

Sur le plan de la défense, le gouvernement annonce plus de 3 Md£ d'investissements, dont 880 M£ pour le contrôle de l'espace et le renseignement, la surveillance et la reconnaissance. La connaissance de la situation spatiale est renforcée par 149 M£ pour la mission Vigil de l'Agence spatiale européenne et 85 M£ pour le *National Space Operations Centre*. Les communications bénéficient de 2,8 Md£, dont le programme militaire SKYNET et le programme Connectivity in *Low Earth Orbit*.

Le volet industriel comprend 40 M£ pour les technologies ISAM, 148 M£ pour les programmes européens de lanceurs et 30 M£ pour le spatioport de SaxaVord, aux Shetland.

Pour la première fois, l'État adopte une approche unique d'achat de technologies spatiales, en commençant par les satcoms. Une réforme du cadre réglementaire l'accompagne : plafonds de responsabilité variables pour les opérateurs, exemption de responsabilité pour les missions novatrices (ISAM, lunaire) lancées avant fin 2030, nouveaux modèles d'assurance responsabilité civile pour soutenir le marché londonien et suppression des fonds de démantèlement pour les constellations.

L'entreprise britannique Open Cosmos est retenue comme fournisseur agréé du cadre TacSys du ministère de la Défense, d'une valeur pouvant atteindre 8 Md£

Le 2 septembre, la *Government Commercial Agency*, organisme central d'achats publics britannique, a certifié Open Cosmos, entreprise spatiale basée à Harwell (Oxfordshire) et fondée par Rafel Jordà Siquier, comme [fournisseur agréé du cadre Tactical Communication System](#) (TacSys).

Ce cadre d'achat, dont la valeur estimée atteint 8 Md£ et qui court jusqu'en juin 2034, sert à intégrer des technologies du secteur privé aux capacités de communication sécurisées et résilientes du ministère de la Défense et doit alimenter une série de contrats à venir. Open Cosmos figure au lot 2 (« Systèmes ») avec sa constellation en orbite basse ConnectedCosmos, qui associe

haut débit point à point et connectivité directe vers objets connectés. Le dossier a été évalué au regard des critères du cadre : interopérabilité, rapidité de déploiement et souveraineté spatiale nationale. L'agrément donne accès aux futures consultations mais ne vaut pas attribution de contrat.

Nouvelles technologies

Nscale dépose un dossier d'introduction en bourse à New York, avec une valorisation pouvant atteindre 35 Md\$

Le 18 septembre, Nscale, groupe britannique spécialisé dans les infrastructures de calcul pour l'IA, a [déposé un dossier en vue de son introduction à la Bourse de New York](#), avec une valorisation pouvant atteindre 35 Md\$. Basée à Londres et issue d'un groupe de minage de bitcoins en 2024, l'entreprise compte environ 450 salariés au Royaume-Uni.

Nscale a enregistré 141 M\$ de chiffre d'affaires au premier semestre 2026, pour une perte nette de 1 Md\$, principalement liée à des charges non monétaires. L'entreprise a levé 3,7 Md\$ en fonds propres et plus de 5 Md\$ de dette depuis sa création.

L'entreprise a notamment conclu en août un contrat avec Anthropic pouvant atteindre 45 Md\$ sur six ans, pour la fourniture de capacités de calcul depuis son futur centre de données en Virginie-Occidentale. Nscale compte également Nvidia parmi ses principaux investisseurs, fournisseurs et clients.

Ecosystème tech

Le ministre de la Science, de l'Innovation et de l'Investissement Chris McDonald estime que le Royaume-Uni « étouffe » faute de parvenir à commercialiser sa recherche

Le 28 septembre, en marge de la conférence du Parti travailliste, le ministre d'État chargé de la Science, de l'Innovation et de l'Investissement, Chris McDonald, a [déclaré](#) que le Royaume-Uni « étouffe » du fait de son incapacité à commercialiser les résultats de sa recherche « motivée par la curiosité ».

Interrogé sur l'importance d'accroître le budget qui lui est consacré, il a jugé celui-ci important, mais a surtout insisté sur la nécessité d'en tirer un bénéfice économique, en attirant davantage d'investissements privés aux côtés des fonds publics. Ces propos s'inscrivent dans une évolution déjà engagée : UK Research and Innovation (UKRI), principal financeur public de la recherche, a annoncé l'an dernier que les dépenses de recherche fondamentale, premier poste de son budget, resteraient stables jusqu'en 2030, tandis que celles consacrées à la recherche appliquée et à la commercialisation augmenteraient.

Le ministre s'exprimait lors d'une session consacrée à la croissance régionale à partir des pôles d'innovation. Il y a relevé un déséquilibre géographique du financement, le capital-risque étant fortement concentré à Londres et dans le sud-est de l'Angleterre, et estimé que le

gouvernement devait y remédier. Il a cité le nord de l'Angleterre, dont il est l'élus, qui reçoit selon lui environ 12 % du financement public de la science et dont proviennent environ 11 % des spin-outs (entreprises issues de la recherche universitaire). Il en a conclu que l'enjeu était avant tout territorial.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Jeanne de Kesling (Attachée numérique), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr